

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3405 - VENDREDI 11 JANVIER 2019

PRÉSIDENTIELLE EN RDC

Sentiments mitigés après la publication
des résultats

Vingt-quatre heures après la publication des résultats provisoires donnant Félix Tshisekeki vainqueur de la présidentielle du 30 décembre, la nouvelle a été accueillie avec joie par des foules de jeunes dans les rues de Kinshasa et Goma, mais le mécontentement des pro-Fayulu s'est également manifesté dans plusieurs provinces de la République démocratique du Congo (RDC).

L'Union africaine, l'ONU et la Belgique ont pris acte des résultats publiés par la Ceni et appellent à consolider la démocratie pour préserver la paix.

Pages 11-14

INSPECTION GÉNÉRALE DES JURIDICTIONS

Dieudonné Yobo installé
dans ses fonctions

Aimé Ange Wilfrid Bininga (à gauche) installant le nouvel inspecteur général/Adiac

Le ministre de la Justice et des droits humains a installé, hier, le magistrat Dieudonné Yobo dans ses fonctions d'inspecteur général des juridictions et des services judiciaires.

Après sa prise de fonctions, il a déclaré que son premier travail consistera à faire l'état des lieux de l'inspection générale des juridictions et des services judiciaires, en dénombrant l'effectif réel des inspecteurs en activité mais également tout le personnel sous sa tutelle, y compris la logistique. [Page 3](#)

RCA

Khartoum abritera les pourparlers
entre le gouvernement
et les groupes armés

La capitale du Soudan, Khartoum, va abriter, dans les tout prochains jours, les pourparlers entre le gouvernement centrafricain et les groupes armés. Cette décision a été prise le 9 janvier à Bangui, à l'issue de la rencontre entre le chef de l'Etat centrafricain, la délégation de haut niveau de l'ONU, l'Union africaine et les pays de la région.

Le Commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Smail Chergui, qui a pris part à cette réunion, pense que l'initiative africaine est arrivée à maturité et devrait connaître une mise en œuvre assez rapide. Pendant que le gouvernement et les organismes internationaux cherchent les moyens de sortie de la crise, il a été signalé hier des attaques diverses dans la ville de Bambari.

Page 10



La Ceni a publié, dans la nuit de mercredi à jeudi, les résultats provisoires donnant Félix Tshisekeki gagnant, avec 38,57% des suffrages exprimés devant Martin Fayulu, 34,83%, et Emmanuel Ramazani Shadary, 23,84% (Junior Kannah/AFP)

EDUCATION

Des modules d'éducation à
la sécurité alimentaire validés

Les officiels posant avec les participants/Adiac

Le ministère en charge de l'Enseignement primaire et secondaire organise, du 10 au 11 janvier à Brazzaville, un atelier de validation des instruments pédagogiques de formation sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Il s'agit des modules d'éducation qui ont été élaborés par l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques, en partenariat avec des agences du système des Nations unies.

Page 3

Éditorial

Au nom du père

Page 2

Editorial

Au nom du père

Aceux qui s'interrogent aujourd'hui sur la capacité du nouveau président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, de gouverner cet immense pays dans la paix et l'unité, nous ne saurions trop conseiller de lire ou de relire avec attention la biographie de son père, Etienne. Si, en effet, comme le veut l'adage « tel père tel fils », le successeur de Joseph Kabila respecte l'héritage moral qui lui a été légué par celui qui lui a donné vie, le peuple dont il commande désormais pour un temps le destin aura toutes les raisons d'espérer dans le futur.

Entendons-nous bien à ce propos : ce qui précède ne signifie nullement que l'on doit accorder une confiance aveugle à l'homme que les Congolais de la RDC ont élu le 30 décembre au terme d'un long, très long processus institutionnel. Mais simplement que le fait d'avoir été élevé dans des conditions difficiles et dans un milieu qui respectait les valeurs de l'humanisme, de la démocratie, de la liberté individuelle et collective permet de présager le meilleur plutôt que le pire.

Si Félix Tshisekedi est pénétré, comme tout permet de le croire, des principes qui ont conduit son père à lutter contre l'autoritarisme, contre la violence aveugle, contre les abus de toutes sortes que suscitait le pouvoir absolu, la RDC écrira dans les années à venir une nouvelle page de son Histoire marquée par la recherche de réponses adaptées aux problèmes qui se posent à elle. Peut-être, sans doute même, ne parviendra-t-elle pas à les résoudre tous dans le temps imparti par le quinquennat mais, du moins, son aspiration à la paix, à l'unité, à la cohésion sociale sera-t-elle entendue au plus haut niveau de l'Etat.

Ce qu'il faut espérer dans le moment présent, où le nouveau président s'apprête à assumer les pouvoirs qui lui ont été conférés par le peuple congolais, c'est bien qu'il sache constituer autour de lui une majorité parlementaire stable, cohérente, ouverte sur le monde, capable de concrétiser le programme sur lequel il a été élu. C'est aussi qu'il s'emploie à restaurer l'unité d'un pays dont l'immensité géographique menace la cohésion interne de façon permanente et à resserrer durablement ses liens avec les pays qui l'entourent.

Gouverner au nom du père en quelque sorte...

Les Dépêches de Brazzaville

PROJET D'AGRICULTURE COMMERCIALE

La Banque mondiale ouverte à d'éventuels ajustements

La représentante résidente de l'institution de Bretton Woods au Congo, Korotoumou Ouattara, a invité l'équipe du Projet de développement de l'agriculture commerciale (Pdca) à faire remonter toutes les préoccupations en vue de son succès.



La représentante de la BM (en robe) posant avec l'équipe du Pdca

« J'ai tenu à visiter le Pdca en premier parce que c'est le projet le plus important en ce moment dans le portefeuille de la Banque en termes de montant. Nous avons alloué plus de 60% du financement que nous avons pour le Congo au Pdca, d'où l'importance de rencontrer toute l'équipe », a indiqué Korotoumou Ouattara lors de sa première visite dans les locaux du projet, le 10 janvier à Brazzaville.

« N'hésitez pas de nous contacter si vous constatez une lenteur dans le traitement d'un quelconque dossier. Mieux on communique, mieux on résout les problèmes qui se présentent », a-t-elle ajouté.

En outre, le mécanisme de gestion de plaintes devra, d'après elle, être très opérationnel pour recueillir au mieux les préoccupations de la population surtout celle dite autochtone. Il est aussi demandé à l'équipe du Pdca de s'appliquer davantage afin que le

décaissement dont le taux actuel est de 2,6%, puisse aller progressant.

Intervenant à cette occasion, le coordonnateur du projet, Isidore Ondoki, a relevé que l'objectif de cette première rencontre était de mettre la représentante de la Banque mondiale (BM) au parfum de ce qui se fait. Il a, par ailleurs, souligné que pour l'heure, il n'y avait aucun problème qui mettait à mal l'exécution du Pdca.

Lancé en juillet 2018 pour cinq ans (2017-2022), ce projet cofinancé par le Congo et la BM à hauteur de cent millions de dollars, soit environ cinquante-cinq milliards FCFA, vise à améliorer la productivité des agriculteurs et l'accès aux marchés des groupes de producteurs et des micros, petites et moyennes entreprises agro-industrielles dans le pays. Le Pdca a déjà commencé ses activités opérationnelles telles la réhabilitation des pistes

rurales, la sélection des plans d'affaires ainsi que les études environnementales et sociales. Un plan national de développement de cacao 2 est en cours de réalisation sur la demande du gouvernement. La campagne de financement des premiers plans d'affaires est en cours et les premiers bénéficiaires des financements du projet seront connus à la fin du mois de février.

Deux sessions du comité de pilotage, organisées en septembre et en décembre derniers, ont abouti à l'adoption d'un plan de travail et d'un budget annuel évalué à dix-huit milliards FCFA pour appuyer l'activité agropastorale et halieutique.

Le Pdca a été mis en place à la suite du projet de développement et de réhabilitation des pistes rurales qui s'est exécuté de 2008 à 2017 avec des résultats jugés satisfaisants.

Lopelle Mboussa Gassia

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,

Rédacteurs en chef délégués :

Roger Ngombé, Christian Brice Elion

Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane

Mambou Loukoula,

Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef

de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué

(chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia

Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice

Mampouya, Charlem Léa Legnoki,

Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikou-

mat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la

Radio-Congo Pointe-Noire).

Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault

Chef d'agence : Nana Londole

Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonnateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa,

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Culture : Nioni Masela

Sports : Martin Enyimo

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa

Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,

Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,

Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani

Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs :

Comptabilisation des ventes, suivi des

annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie :

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques :

Mildred Moukenga

Chef de service publicité :

Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olaboure

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Mauakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé

Ngono

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila

Coordonnateur adjoint chargé du suivi

des services généraux: Jules César Olebi

Chef de section Electricité et froid:

Siméon Ntsayouolo

Chef de section Transport: Jean Bruno

Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines :

Martial Mombongo

Chef de service préresse : Eudes

Banzouzi

Gestion des stocks : Elvy Bombete

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Gues-

so, immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),
Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet
Okandzra

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),

Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole

Biantomba, Epiphane Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Bra-

zaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.

Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gues-

so, immeuble Les Manguiers (Mpila),

Brazzaville, République du Congo /

Tél. : 06 700 09 00 /

Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

INSPECTION GÉNÉRALE DES JURIDICTIONS

Dieudonné Yobo installé dans ses fonctions

Le nouvel inspecteur général des juridictions et des services judiciaires a été investi, le 10 janvier à Brazzaville, par le ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones, Aimé Ange Wilfrid Bininga.

Nommé par décret présidentiel en décembre dernier, Dieudonné Yobo succède à Michel Mvouo, admis à la retraite. Magistrat expérimenté, jusque-là juge à la Cour suprême, le nouvel inspecteur général des juridictions et des services judiciaires connaît bien l'appareil judiciaire congolais et reste conscient du travail qui l'attend. Quoique nouveau à ce poste, Dieudonné Yobo vient avec de grandes ambitions à la taille de la responsabilité qui lui est confiée. Le magistrat a circonscrit un plan d'action qui se résume en trois axes prioritaires. Son premier travail consistera à faire l'état des lieux de l'inspection générale des juridictions et des services judiciaires, son administration de prédilection, en dénombant le plus rapidement possible l'effectif réel des inspecteurs en activité mais aussi de tout le personnel évoluant sous sa tutelle, sans compter la logistique. « Notre plan d'action



Aimé Ange Wilfrid Bininga (à gauche) installant le nouvel inspecteur général/Adiac

consistera aussi à élaborer un programme d'activités pour l'année 2019, en nous inspirant de celui de l'année 2018, afin de déceler ce qui a été fait et corriger éventuellement les dysfonctionnements constatés. Il faut ajouter à cela le traitement au quotidien des dossiers et les missions d'inspection », a indiqué Dieudonné Yobo.

Prenant la parole à l'occasion, le ministre de la Justice, des droits humains et de la promotion des peuples autochtones a rappelé

à l'heureux promu les missions et les défis qui l'attendent. Au nombre desquels, la nécessité de faire de l'inspection générale des juridictions et des services judiciaires l'organe régulateur du système judiciaire congolais, dans le suivi de l'activité des juridictions, des services et des acteurs judiciaires.

Par ailleurs, Aimé Ange Wilfrid Bininga a attiré son attention sur trois choses, notamment le bon fonctionnement des juridictions

avec à la clé, la présence effective sur les lieux de travail ; le respect des procédures afin de mettre un terme définitif à la léthargie constatée dans le fonctionnement de Cours et tribunaux ; l'enlèvement dans le traitement des affaires soumises aux juridictions. « Je vous vois, par exemple, apprécier quotidiennement le rôle des chambres criminelles dans la préparation des sessions criminelles, puisque nous devons en avoir chaque année. Il est question aussi pour vous d'ap-

précier le fonctionnement des parquets et cabinets d'instruction dans le traitement des affaires et le contrôle des lieux de détention », a instruit Aimé Ange Wilfrid Bininga.

Né à Fort Rousset, devenu aujourd'hui Owando, Dieudonné Yobo a suivi normalement son cursus scolaire, jusqu'à arracher une licence en droit privé. Formé à l'École nationale d'administration et de magistrature, il commence sa carrière professionnelle au Tribunal de grande instance de Ouesso, dans la Sangha, en qualité de juge du siège et de juge des enfants, avant d'être nommé juge d'instruction au Tribunal de grande instance d'Impfondo, chef-lieu du département de la Likouala.

A partir de 1991, la carrière professionnelle du magistrat monte en flèche. Dieudonné Yobo a occupé, coup sur coup, le poste de procureur de la République près le Tribunal de grande instance de Dolisie, d'Owando, avant de devenir procureur général près la Cour d'appel d'Owando. Il a été aussi président de la deuxième chambre civile de la Cour d'appel de Pointe-Noire. Avant sa nomination, Dieudonné Yobo était juge à la Cour suprême.

Firmin Oyé

ENSEIGNEMENT

Validation des modules d'éducation à la sécurité alimentaire

Les outils pédagogiques conçus par l'Institut national de recherche et d'action pédagogiques (Inrap), en collaboration avec les agences du Système des Nations unies, sont destinés aux formateurs et aux jeunes hors de l'école.

L'atelier de validation du module de formation sur la sécurité alimentaire, nutritionnelle et la mise en œuvre des classes vertes au Congo se déroule les 10 et 11 janvier à Brazzaville. En effet, ce module est subdivisé en deux sous-modules :

d'alphabétisation à la maîtrise des notions de base de l'alimentation et de la nutrition, le premier sous-module est composé de deux unités d'apprentissage.

Contenant trois unités d'apprentissage, l'éducation à la production agricole a pour objectif d'inciter les apprenants à la production, la transformation et la conservation des produits agricoles. Selon le directeur général de l'Inrap, Augustin Nombo, il s'agit d'un outil pédagogique très important au service des enseignants et gestionnaires du système édu-

catif pour la transformation des comportements en matière de lutte contre la faim. Quant à la mise en œuvre des

classes vertes, il a rappelé que c'est une initiative des gouvernements congolais, gabonais et camerounais. Rappelant de son côté les dimensions principales de la sécurité alimentaire, la coordonnatrice résidente par intérim du Système des Nations unies au Congo, Suze Percy Filippini, a indiqué que des défis étaient encore multiples au niveau national. Il s'agit, entre autres, des prix élevés des produits alimentaires, de la faiblesse de la production agricole, l'insuffisance des revenus, la pauvreté, l'absence des mesures incitatives des jeunes aux métiers de l'agriculture, les difficultés d'accès au financement des activités agricoles.

Ainsi, pour relever ces défis, la représentante de la FAO compte sur la mise en œuvre du programme alimentaire scolaire (McGovern-Dole) en République du Congo. D'un montant de trente millions de dollars, soit environ cinq milliards F CFA, ce financement quinquennal du Département de l'agriculture des États-Unis cible soixante mille élèves par an dans trois cent dix-huit écoles. Un accent particulier sera mis sur la population

autochtone qui est la plus touchée par l'insécurité alimentaire, la malnutrition et la pauvreté. « C'est à travers ce programme que s'inscrit la formation à l'éducation à la sécurité alimentaire, nutritionnelle et la mise en œuvre des classes vertes. L'élaboration et l'utilisation des différents documents d'apprentissage concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle et la production agricole s'inscrit dans le cadre d'un effort national en vue d'améliorer la pertinence et la qualité de l'éducation et d'en élargir l'accès à un maximum d'enfants, en particulier dans les zones rurales », a-t-elle rappelé.

Concrétiser de l'enseignement des notions de base

La représentante de la FAO a, enfin, rassuré les participants que le développement de ces outils d'apprentissage et la mise en œuvre des classes vertes contribuent à acquérir certaines connaissances de base nécessaires à la vie courante. Il permettra aussi à familiariser les enfants et leurs parents avec les techniques de production vivrière et les problèmes d'alimentation ainsi que de nutrition et à encourager la création des jardins privés.

Présidant la cérémonie, le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Colinet Makosso, a insisté sur le fait que ce module destiné aux enseignants, adolescents, filles-mères, mères de famille et adultes devrait permettre de renforcer les capacités des enseignants et animateurs d'alphabétisation. Ceci à travers la concrétisation de l'enseignement des notions de base de l'alimentation et de la nutrition, en utilisant les connaissances scientifiques et techniques en la matière dans le but d'adapter les curricula au contexte et à l'environnement des apprenants. « Il devrait également inciter les apprenants à la production, la transformation et la conservation des produits agricoles ; utiliser les connaissances fondamentales en production agricole dans les pratiques pédagogiques et l'animation des classes vertes ; conduire les activités de production agricole durable dans les écoles et les centres d'alphabétisation », a conclu le ministre, s'appuyant sur la mise en œuvre de la politique nationale de l'alimentation scolaire.

Parfait Wilfried Douniama



Le présidium/Adiac

« Education à l'alimentation et à la nutrition » et « L'éducation à la production agricole ». Visant à renforcer les capacités des enseignants et animateurs

GENDARMERIE NATIONALE

Plus d'une centaine de sous-officiers promus

Le commandant de la gendarmerie nationale, le général Paul Victor Moigny, a présidé, le 9 janvier à Brazzaville, la cérémonie de port d'insignes de grades à environ cent-soixante nouveaux promus, couplée avec la présentation du rapport bilan de l'année écoulée.

Parmi les gendarmes ayant obtenu de nouveaux galons, on note deux colonels, trois lieutenants-colonels, deux commandants, quatre capitaines et cinq lieutenants. Dans les rangs des sous-officiers, il y a quarante-et-un adjudants-chefs, neuf adjudants et plus de quatre-vingt-dix maréchaux de logis chefs.

S'adressant aux promus, le général Paul Victor Moigny a rappelé que le travail a été l'un des critères de sélection. Quant à ceux dont les noms n'ont pas figuré au tableau d'avancement, il a reconnu qu'ils n'ont pas forcément démerité. « Il ne s'agit nullement d'un tri entre les bons et les mauvais. C'est pour chacun

de vous l'occasion d'une remise en question de soi pour s'affirmer dans le travail et une plus grande exemplarité, afin que prochainement, vous soyez bénéficiaires de la reconnaissance du commandement », a exhorté le commandant de la gendarmerie nationale.

Un bilan en deçà des attentes
Prenant acte du rapport bilan présenté par le commandant en second, chef d'état-major de la gendarmerie nationale, le colo-

nel Bellarmin Ndongui, le général Paul Victor Moigny a reconnu que 2018 a été une année difficile. Selon lui, le plan d'action a été faible de l'ordre de 45% de la programmation.

Les six axes majeurs de la nouvelle année

Tirant les leçons de l'année écoulée, le commandant de la gendarmerie nationale a tracé quelques axes majeurs visant l'amélioration des performances. Il s'agit, entre autres, de l'amélioration de l'exécution du plan de formation dans l'objectif de juguler les contraintes du nouveau décret sur l'avancement ; la poursuite de la maîtrise et l'amélioration de la gestion des ressources dans le cadre de la généralisation et la consolidation de la gestion administrative et financière.

Cette composante de la force publique devrait également poursuivre la réorganisation structurelle et territoriale dans le cadre de la mise en œuvre de la répartition des compétences avec la police. Il s'agit aussi de finaliser le chantier d'élaboration des textes organiques, notamment celui de la restructuration générale de la gendarmerie nationale et celui de la loi sur l'organisation de la sécurité intérieure. Les autres priorités concernent le renforcement

des capacités opérationnelles dans le contexte de la mise en œuvre du schéma national d'intervention de la gendarmerie ; la consolidation de la posture permanente de sûreté et des engagements intérieurs avec un effort particulier sur le redéploiement dans le Pool et la sécurisation du Chemin de fer Congo océan. La gendarmerie nationale est, enfin, appelée à poursuivre les engagements internationaux dans l'objectif d'une meilleure professionnalisation susceptible d'améliorer la participation congolaise au maintien de la paix. Ce qui passera par une organisation plus élaborée et un soutien considérable aux stages de formatage des unités de police constituées.

« Voici donc ce qui devra nous mobiliser en 2019. Il est entendu que pour atteindre ces objectifs, un effort du gouvernement est souhaité afin que la gendarmerie nationale redonne de la vitalité à sa montée en puissance déjà matérialisée par la création des nouvelles unités et l'achèvement du processus d'implantation de régions de gendarmerie dans tous les départements administratifs du pays », a souhaité Paul Victor Moigny.

Parfait Wilfried Douniama



Le général Paul Victor Moigny faisant porter l'insigne de grade de colonel à un promu / Sandi Vision

LIBRE OPINION

Lettre du président du Parti pour l'Action de la Républiquemâ (PAR) à son Excellence, Monsieur le président de la République du Congo

Le Parti pour l'Action de la Républiquemâ est un parti de l'opposition républicaine. Il a été créé pour soutenir l'installation progressive de la démocratie en République du Congo. Le PAR se dit favorable à la démocratie participative qui place l'homme au centre de son action.

A propos du débat sur le dialogue national inclusif pour lequel toutes les parties prenantes s'accordent sur une démarche commune qui prémunit le Congo contre les troubles sociaux, nous sommes un parti responsable qui fait la promotion de la paix, du dialogue, de la sécurité, la défense, la justice sociale et la bonne gouvernance. Voilà pourquoi, nous venons vers vous pour solliciter un appui multiforme, dans le cadre de la consolidation de la démocratie, tout en sachant que notre peuple a toujours plaidé pour le dialogue national inclusif et la paix dans le monde.

Le PAR exige :

- * Le respect des institutions ;
- * La dignité ;
- * La prudence ;
- * L'objectivité ;
- * La précision et la clarté.

Car devant nous, c'est la République du Congo et derrière nous, c'est la République du Congo. Pour garantir la véritable paix sociale, il nous faut commencer par la libération de tous les prisonniers politiques car, ayant



suivi tous vos discours depuis le 29 décembre 2018 jusqu'à la date du 8 janvier 2019, rien ne satisfait le peuple congolais souverain dans ses attentes pour garantir réellement la paix sociale.

Ainsi, j'exige à vous de vous placer dans ses exigences objectives.

Objectifs spécifiques

1. Dialogue national inclusif ;
2. Révision de la gouvernance ;
3. Rapatriement des fonds dilapidés et placés dans les paradis fiscaux par nos compatriotes congolais ;
4. Sécurisation du peuple congolais par nos forces publiques et la mise à

leur disposition des moyens adéquats roulants, humains et financiers ;

5. Règlement de la situation des commerçants et usagers abusés sur nos routes nationales ;

6. Encouragement du secteur privé national dans la création des petites et moyennes entreprises ; petites et moyennes industries et petits constructeurs d'entreprises.

7. Réexamen de la situation des :

- Retraités
- Etudiants
- Opérateurs économiques et hommes d'affaires
- Libération de tous les prisonniers politiques.

Propositions

- Pour des objectifs généraux du dialogue national inclusif

- Mise en place d'un programme d'urgence commun associant la majorité, l'opposition et la société civile pour sortir le Congo du gouffre économique et social. Ce programme doit être exécuté par un gouvernement de large union nationale.

- Dialogue avec tous les partis politiques et la société civile.

- Reprise en charge par le dialogue national inclusif des dettes qui ne sont pas passées par l'Assemblée nationale et le Sénat.

- Mise à la disposition de la force publique du budget cap-solidarité pour

l'exécution de ses tâches (moyens roulants, moyens humains et moyens financiers).

- Rapatriement des fonds en douceur pour la construction du Congo, afin de garantir sa paix et sa cohésion.

- Libre circulation sur le plan national et international des personnes.

- Financement des secteurs privés pour accompagner le PND.

- Etablissement d'un planning chiffré, équilibré, fiable et ficelé pour le paiement des retraités, des étudiants, des opérateurs économiques, des hommes d'affaires nationaux et internationaux.

- Aboutissement dans les plus brefs délais du programme avec le FMI, dans le respect de ses exigences, en tenant compte de la réalité de notre pays.

- Des descentes à effectuer dans le pays pour s'enquérir de la situation économique et sociale d'aujourd'hui, de demain et du lendemain.

- Relance du transport en commun : fluvial, routier et autres.

- Relance de l'agriculture, priorité des priorités.

- Electrification et industrialisation de toute la République du Congo.

- Pour des objectifs spécifiques Régler les problèmes catégoriels : retraités, étudiants, fonctionnaires, etc.

Nganguia Engambe

TRIBUNE LIBRE

Comment améliorer le système éducatif national ?

Les préoccupations exprimées ici résultent de l'observation personnelle de la vie sociale du Congo, notre pays, et aussi de la lecture des médias. A défaut d'une enquête sur le terrain, l'occasion nous a cependant été donnée de nous soucier du taux élevé du chômage des jeunes, de la mauvaise qualité des projets que ces derniers rédigent à l'occasion de leur candidature à un emploi ou aux fins de créer « leur propre affaire », ou encore de leur incapacité à mener à terme les projets par eux-mêmes élaborés. Alors, après réflexion, toute question financière exclue, nous pointons d'abord la responsabilité de l'inadéquation formation-emploi.

De quoi s'agit-il ?

L'inadéquation formation-emploi, observée à hauteur de 50-60% de cas dans notre pays, traduit l'insuffisance ou la non-pertinence des formations données par rapport aux compétences professionnelles exigées. Par exemple, tel jeune, bien que titulaire d'un bac technique option électricité, ne peut effectuer correctement les actes requis dans ce domaine, tel autre, ingénieur agronome, s'avère inapte à faire le travail attendu de lui ou même à rédiger un projet approprié pour obtenir un crédit. Ainsi définie, l'inadéquation formation-emploi est fréquente et grève lourdement la situation sociale de nombreux jeunes de moins de 30 ans et les maintient en situation de chômage massif et persistant.

Quelles sont les causes de l'inadéquation formation-emploi ?

Nous pointons en priorité l'absence d'organisation d'un système éducatif national qui soit en conformité avec les exigences de la mondialisation. Celle-ci impose à tous les pays de mettre en place des mécanismes permettant la mobilité effective des enseignants et des étudiants ainsi que la « transférabilité » des unités d'enseignement et des diplômes acquis.

Quels objectifs pour un tel défi ?

D'une façon générale, il s'agira de rester dans la dynamique de l'Objectif mondial du développement durable proclamé par l'ONU et relancé par elle-même par la définition des Objectifs mondiaux pour le développement durable (ODD) à l'horizon 2030. Dans cette optique, le système éducatif congolais doit viser celui de l'adéquation formation-emploi dans les programmes de tous les cycles.

Quelles stratégies à adopter ?

Dans le cadre d'une stratégie globale, il est recommandable d'opter pour le concept de l'Unesco rappelé plus loin et de s'arrimer aux programmes du Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur.

Au niveau du présecondaire (Collèges), le principe général doit être, d'une part, de le compléter à sa base par l'indispensable pré maternelle-maternelle, d'autre part, de veiller à ce qu'au bout du cycle, essentiellement éducatif et culturel, les élèves admis au BEPC soient aptes à effectuer les parcours conduisant à une qualification professionnelle. Le cycle secondaire (lycées), toujours d'une durée équivalente à BEPC + trois

ans, donnerait accès au baccalauréat séries générale, scientifique, technologique et professionnelle. Son profil sera progressivement modulé en fonction des performances et des choix des élèves ainsi que des besoins du pays. Quant à l'enseignement supérieur, il se conformerait au système Licence-Master-Doctorat (LMD) que coifferait un « Supra LMD » pour les formations en droit, sciences économiques, médecine, odontostomatologie et pharmacie/pharmacologie dans lesquelles existe le concours d'agrégation de l'enseignement supérieur.

Quels programmes ?

Pour tous les cycles, il est recommandé d'appliquer le concept de l'Unesco qui propose de considérer les systèmes éducatifs et les universités comme « des organisations chargées des missions d'enseignements, de recherche, de production et de développement des techniques et des technologies, de la culture et, enfin, de la formation adéquate aux métiers ». Ces dispositions permettent de garantir la mobilité des enseignants, des chercheurs et des étudiants ainsi que la transférabilité des unités d'enseignement validées et des diplômes. Nous proposons, en outre, pour le Congo, l'introduction d'un complément de programme spécifique portant sur l'élargissement, dès la classe de 5^e, de la gamme des langues, par l'introduction du lingala et/ou du kituba, de l'anglais et du chinois.

Quels diplômes ?

Les diplômes doivent être homologués et transférables, au moins au sein de l'Afrique, notamment dans l'espace francophone et plus spécialement dans la Cémac. Chaque parcours de formation est sanctionné par un tel diplôme. Il est suggéré de privilégier :

- a) les diplômes acquis à partir du BEPC nouveau tels que le brevet de technicien supérieur (agriculture, foresterie, nouvelles techniques de l'information et de la communication, industrie, etc.);
- b) les diplômes acquis à partir des séries techniques, technologiques et professionnelles du Bac.

Quelles modalités d'offre d'emplois ?

Les offres d'emplois doivent être essentiellement du domaine des entreprises privées largement appuyées par l'Etat. Des dispositions réglementaires luttent contre la production de faux diplômes, les discriminations à l'embauche et le marchandage.

Conclusion

Au Congo, comme partout ailleurs, les jeunes constituent l'avenir de demain. Voilà pourquoi nous devons lutter contre leur chômage et toutes les conséquences qu'il entraîne. Pour cela, nous devons déployer des efforts tous azimuts pour atteindre les objectifs de l'adéquation formation-emploi et de « Un jeune formé, un emploi attribué », lesquels s'inscrivent dans les objectifs mondiaux pour le développement durable. Les propositions faites ici, qui sont à enrichir, s'inscrivent dans cette préoccupation.

Christophe Bouramoué, ancien recteur,
nbouramoue@yahoo.fr

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO



LEADER DANS L'IMPRESSION PRESSE OFFSET AU CONGO

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo



COMMÉMORATION

Le Congo célèbre la Journée du civisme

Institué en août dernier par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, l'événement est célébré le 11 janvier, sur l'ensemble du territoire national.

« Le civisme face aux défis du développement socio-économique et culturel », tel est le thème de la première édition.

L'objectif visé est de vulgariser la politique nationale en matière d'éducation civique, de promouvoir les activités socio-éducatives, culturelles et sportives en vue d'éveiller et d'affermir la conscience civique ainsi que la stimula-



La ministre lors de la lecture de la déclaration du gouvernement / DR

tion de l'esprit patriotique, la conception et la mise en œuvre des actions de formation pour le développement de la conscience civique.

« Le civisme est l'un des piliers de notre société mais il est, comme elle, en crise. Même si les citoyens vivent individuellement de bonnes valeurs, notre

société se porte mal tant qu'ils n'assumeront pas davantage leurs responsabilités vis-à-vis de la collectivité, tant qu'ils ne seront pas davantage imprégnés du sens civique », a déclaré la ministre Destinée Hermella Dougaka, dans la déclaration du gouvernement lue en prélude à cette journée.

L'importance de cette journée, a-t-elle poursuivi, répond à la nécessité d'un éveil pratique des Congolais au sens du patriotisme parce que le pays doit mener un véritable combat économique, culturel et technologique. Déplorant l'incivisme de la population, la ministre de la

Jeunesse et de l'éducation civique a souligné que les comportements déviants en milieu jeune, la corruption dans les administrations publiques et privées, la concussion, la fraude, les vols et les vols, la cybercriminalité, la mauvaise utilisation des réseaux sociaux et bien d'autres sont autant des maux qui retardent le développement du pays.

Notons que la Journée nationale du civisme sera marquée par une causerie-débat sur les différents thèmes, dans la salle de la préfecture de Brazzaville.

Lydie Gisèle Oko

NIGERIA

84 millions d'inscrits pour les élections générales de février

Soixante-treize candidats de quatre-vingt-onze partis politiques se présentent à la présidentielle, dont le chef de l'État sortant, Muhammadu Buhari.

Plus de quatre-vingt-quatre millions de personnes se sont inscrites pour les élections générales au Nigeria en février, en hausse de près de 20 % sur le scrutin précédent, il y a quatre ans, a déclaré le président de la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Les électeurs de la nation la plus peuplée d'Afrique se rendront aux urnes le 16 février pour élire un nouveau président et un nouveau parlement. Les scrutins des gouverneurs et des assemblées des États suivront deux semaines plus tard.

Le président de la Céni, Mahmood Yakubu, a déclaré

le 7 janvier aux dirigeants des partis politiques à Abuja que « le registre final pour les élections législatives de 2019 est de 84 004 084 électeurs ». Il s'agit d'une augmentation de 18 % par rapport à la dernière élection de 2015, où 68 833 476 électeurs étaient inscrits.

Lutter contre l'achat de voix

Soixante-treize candidats de quatre-vingt-onze partis politiques se présentent à la présidentielle, dont le chef de l'État sortant, Muhammadu Buhari, qui espère obtenir un second mandat de quatre ans contre son principal rival, l'ex-vice-président, Atiku Abubakar. Au parlement, cent neuf sièges sont à pourvoir au Sénat et trois cent soixante à la Chambre des représentants. Des élections au poste de gouverneur doivent avoir lieu dans vingt-neuf des trente-six États et dans la capitale

fédérale, Abuja.

Mahmood Yakubu a indiqué qu'un certain nombre de mesures avaient été prises pour lutter contre l'achat de voix, largement répandu lors des récentes élections au poste de gouverneur d'État. Les urnes ont été déplacées plus près des isolements, l'utilisation des téléphones portables et des appareils photo a été interdite. Mais il a prévenu qu'il y avait eu des tentatives d'achat de cartes d'électeurs permanentes, qui contiennent des données biométriques et servent à identifier les votants le jour du scrutin. Lors de l'élection du gouverneur de l'État d'Ekiti, dans le sud-ouest du pays, en 2018, les deux principaux partis ont été accusés d'offrir aux électeurs de 3 000 à 5 000 nairas (de sept à douze euros) pour leurs cartes.

AFP

ADIAC

www.adiac.tv

Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO

AGENCE D'INFORMATION
D'AFRIQUE CENTRALE

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

☎ +336 11 40 40 56

✉ info@adiac.tv

📍 84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

ELECTIONS EN RDC

La France juge les résultats "non conformes"

Pour Paris, les résultats de l'élection présidentielle rendus publics par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), le 10 janvier, ne reflètent pas la vérité des urnes.

Invité sur la chaîne d'information générale Cnews, le chef de la diploma-



Jean-Yves Le Drian

tie française, Jean-Yves Le Drian, a estimé que l'opposant Martin Fayulu «*était a priori le leader sortant de ces élections*» et non Félix Tshisekedi. Jean-Yves Le Drian a déclaré que les résultats de la présidentielle en République démocratique du Congo (RDC), annoncés le 10 janvier, n'étaient «*pas conformes*» et que l'opposant Martin Fayulu en était «*a priori*» le vainqueur. «*Il semble bien que les résultats proclamés (...) ne soient pas conformes aux résultats réels*», a-t-il dit,

se fondant sur les estimations de la Conférence épiscopale nationale du Congo. Martin Fayulu a dénoncé un «*putsch électoral*» et accuse le président de la Ceni. «*Ces résultats n'ont rien à voir avec la vérité des urnes. C'est un véritable putsch électoral, c'est incompréhensible (...) On a volé la victoire au peuple congolais*», a-t-il déclaré sur Radio France internationale.

Félix Tshisekedi a été crédité de 38,57%, devant Martin Fayulu 34,8%. Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, 55

ans, a donc été provisoirement déclaré vainqueur de la présidentielle du 30 décembre. Il doit succéder au chef de l'État sortant, Joseph Kabila, 47 ans, à qui il a rendu hommage.

C'est un événement sans précédent et rarissime en Afrique centrale. Les résultats de la Ceni peuvent encore faire l'objet de recours devant la Cour constitutionnelle qui doit proclamer les résultats définitifs d'ici au 15 janvier.

Noël N'dong

SOMALIE

L'armée américaine poursuit ses frappes

Malgré la décision de Trump de réduire les opérations militaires dans le pays, les forces américaines ont mené une frappe aérienne contre un camp d'islamistes shebab, le 9 janvier, à proximité de Yaaq Braawe, tuant six islamistes et détruisant un véhicule.

C'était la troisième frappe américaine en trois jours contre des shebab. L'armée des Etats-Unis a annoncé avoir tué, la veille, quatre combattants shebab à proximité de Baqdaad, non loin de Mogadiscio, et une frappe près

de Dheerow Sanle (sud-ouest) avait tué six shebab dimanche. Elle avait indiqué, le 3 janvier, avoir tué le jour précédent dix combattants shebab à proximité de Dheerow Sanle.

A chaque annonce, l'armée américaine a souligné que l'objectif des Etats-Unis et de leurs alliés -le gouvernement fédéral somalien et la force de l'Union africaine en Somalie (Amisom)- était d'empêcher les shebab de s'installer dans des lieux où ils pouvaient trouver refuge pour «*préparer et diriger des attaques terroristes, voler l'aide humani-*

taire, extorquer de l'argent à la population locale pour financer ses opérations et abriter des terroristes».

L'armée américaine «*continuera à coopérer avec ses partenaires pour transférer la responsabilité à long terme de la sécurité en Somalie de l'Amisom au gouvernement fédéral somalien*», a assuré le commandant américain pour l'Afrique (Africom). Pourtant, Donald Trump a demandé au Pentagone de réduire nettement les opérations militaires en Somalie. De même, le locataire de la Maison-Blanche a décidé, en décembre dernier, de

retirer toutes les troupes américaines déployées en Syrie et envisage aussi de réduire les effectifs en Afghanistan. «*Les Etats-Unis ne peuvent pas continuer à être le gendarme du monde. Nous sommes éparpillés à travers le monde. Nous sommes dans des pays dont la majorité des gens n'a même pas entendu parler. Franchement, c'est ridicule*», a-t-il dit fin décembre en Irak.

Peu après son arrivée au pouvoir, le milliardaire avait étendu les pouvoirs des militaires américains pour mener des frappes dans ce pays de la Corne de l'Afrique miné par la guérilla des

shebab, qui ont juré la perte du fragile gouvernement central soutenu par la communauté internationale et par les vingt-deux mille hommes de l'Amisom.

Chassés de Mogadiscio en 2011, les shebab, qui sont affiliés à Al-Qaïda, ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides y compris dans la capitale, contre des objectifs gouvernementaux, sécuritaires ou civils.

Josiane Mambou Loukoula

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés



* CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



Brèves

Cameroun

Le groupe français Bolloré va perdre fin 2019 la concession du terminal à conteneurs du port de Douala, le plus grand port d'Afrique centrale, après quinze ans d'exploitation. Le nouveau concessionnaire du terminal à conteneurs de ce port sera choisi parmi les cinq entreprises pré-sélectionnées. Le port de Douala est l'une des principales portes d'entrée de marchandises pour le Tchad et la Centrafrique, deux pays enclavés voisins du Cameroun. Très présent en Afrique en y gérant pas moins de dix-sept ports, Bolloré a récemment décroché la concession du nouveau port de Kribi, ville balnéaire du sud du Cameroun.

Nigeria

Plus de trente mille personnes se sont réfugiées à Maiduguri, capitale de l'Etat du Borno, dans le nord-est du Nigeria, depuis le 20 décembre dernier, à la suite d'une recrudescence des combats entre l'armée nigérienne et le groupe jihadiste Boko Haram, ont annoncé les Nations unies, parlant d'une « tragédie humanitaire ». Quelque deux cent soixante travailleurs humanitaires ont été obligés de quitter les districts de Monguno, Kala/Balge et Kukawa, zones affectées par le conflit depuis novembre, mettant en péril l'assistance humanitaire pour des centaines de milliers de personnes. Le président nigérian, Muhammadu Buhari, qui avait régulièrement affirmé depuis décembre 2015 que l'insurrection jihadiste était « techniquement vaincue », a reconnu le 7 janvier que l'armée essayait des revers dans sa lutte contre Boko Haram.

Angola

Le Japon va signer un contrat de six cent cinquante six cent cinquante millions de dollars pour l'expansion du port de Namibe. L'accord d'investissement dans le troisième plus grand port d'Angola entre la société commerciale Toyota Tsusho et la Japan Bank for international cooperation (JBIC) sera conclu ce vendredi. Il devrait permettre à la JBIC de financer une ligne de crédit de six cent cinquante millions de dollars pour la mise en œuvre du projet tandis que l'entreprise Toyota Tsusho prévoit d'installer des équipements japonais pour accroître la capacité d'exportation du port qui est relié par les rails aux mines de fer du pays. Cet accord pourrait marquer la politique offensive de l'Etat japonais pour contrer l'influence grandissante de la Chine dont l'Angola est le principal partenaire commercial en Afrique.

UE-BAD

La Commission européenne et la Banque africaine de développement

(BAD) ont procédé à la signature de deux accords de co-financement, au profit du projet d'interconnexion électrique entre le Cameroun et le Tchad et de la dorsale transsaharienne à fibre optique. Ces accords portent sur un montant cumulé de près de soixante millions d'euros octroyés sous forme de dons. Ce projet, dont l'achèvement est prévu pour 2022, contribuera à la hausse du taux d'accès à l'électricité et aux échanges transfrontaliers d'une énergie bon marché et plus propre. Il renforcera également l'accès de la population, des administrations et des entreprises à des services digitaux de qualité, fiables et accessibles dans les deux pays, à la faveur des multiples liaisons optiques transfrontalières prévues.

Rwanda

Les investissements directs domestiques et étrangers enregistrés dans le pays ont atteint le montant record de 2,006 milliards de dollars en 2018 contre 1,675 milliard de dollars en 2017, selon des données du Conseil de développement du Rwanda. Les investissements domestiques représentent 49% du total des investissements enregistrés en 2018, suivis des investissements directs étrangers (47%) et des joint-ventures réunissant des investisseurs locaux et étrangers (4%). Au total, cent soixante-treize projets d'investissement ont été recensés au pays des Mille collines durant l'année écoulée. 57% d'entre eux ont été réalisés dans les secteurs de l'industrie, des mines et de l'agriculture.

Egypte

La banque britannique Standard Chartered Bank a estimé, dans une projection à long terme, que l'Égypte figurera dans le palmarès des dix plus grandes économies du monde en 2030. A cette échéance, le pays des pharaons devancerait plusieurs actuelles grandes puissances économiques comme la Russie, le Japon et l'Allemagne, pour occuper le 7e rang du classement. La banque s'attend à ce que la Chine souffle le rang de première économie du monde aux Etats-Unis, dès l'année prochaine. Dès 2030, l'Inde devrait reléguer le pays de l'Oncle Sam à la 3e place, tandis que l'Indonésie occuperait la 4e position, suivie de la Turquie, du Brésil, de l'Égypte, de la Russie, du Japon et de l'Allemagne. Ainsi, la part de l'Asie dans le produit intérieur brut mondial, qui était passée de 20 % en 2010, puis à 28 % en 2018, devrait grimper à 35 %, d'ici 2030, soit un niveau équivalent à celui de la zone euro et des Etats-Unis.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

AFRIKAN CAMPUS



INVEST IN YOURSELF
We will make you love learn and apply

INCREASE SALES OVER 20 YEAR

Department Breakdown

BRAZZAVILLE-MBA
INTERNATIONAL BUSINESS SCHOOL
Est une marque du groupe
AFRIKAN CAMPUS
Paris, Casablanca, Abidjan, Dakar

CAVIE

NOUVEAU MBA INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE ET MARCHÉS AFRICAINS

1^{ER} DIPLOME AU CONGO BRAZZAVILLE ET KINSHASA

ESG PARIS - DÉMARRAGE FIN JANVIER 2019 !

Enjeux : - diplomatie d'influence - cybersécurité
- innovation et compétitivité - veille économique

JEUNES DIPLOMES	ENTREPRENEURS	MANAGERS	CEO
Tronc commun + MBA IEMA ESG	Tronc commun + MBA IEMA ESG + Label BAC BRAZZAVILLE-MBA	Tronc commun + MBA IEMA ESG + 3 mois de remise à niveau en anglais	Tronc commun + MBA IEMA ESG + 1 mois de suivi et placement RH

LE 13 FÉVRIER 2019 :

Séminaire sur la compétitivité du Congo sur les marchés internationaux

LE 10 JUIN 2019 :

Formation des assistants/attachés parlementaires et lobbyistes
(5 jours tronc commun et 5 jours selon la fonction)

INSCRIPTION SUR :

info@brazzaville-mba.com
Admission sur test, dossier et entretien

CONTACT :

Tours Jumelles Villarecci,
avenue Amilcar Cabral
Face Hôtel Radisson,
Brazzaville (CONGO)

+242 226146065
+242 06 524 98 38
+242 06 971 08 85

PLATEFORME DE FORMATION :
www.brazzaville-mba.360learning.com

Plus d'informations :
info@brazzaville-mba.com

*Offre valable du 01/12/2018 au 31/01/2019

La BSCA vous souhaite Meilleurs vœux 2019



BSCA  **Bank**

Banque Sino-Congolaise pour l' Afrique

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Khartoum va abriter les pourparlers entre le gouvernement et les groupes armés

La décision a été prise le 9 janvier, après une rencontre entre le chef de l'Etat centrafricain, la délégation de haut niveau de l'ONU, l'Union africaine et les pays de la région.

Hormis la mission conjointe associant l'ONU et l'Union africaine, la réunion de Bangui pour tenter de relancer le dialogue entre le gouvernement et les groupes armés a connu également la participation d'un représentant de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale ainsi que de plusieurs chefs de la diplomatie des pays de la région. La République du Congo a été représentée par le ministre des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Jean Claude Gakosso.

Dans une déclaration devant la presse, le président centrafricain, Faustin Archange Touadéra, qui s'est dit satisfait de la tenue des échanges, a déclaré : « Les ministres présents ici vont travailler pour que dans les prochains jours, dans les prochaines semaines, nous puissions relancer les commissions mixtes entre les différents Etats de la sous-région, qui vont per-



Une vue des dirigeants UA-ONU

mettre de renforcer la paix et régler un certain nombre de problèmes au niveau de nos frontières ».

Pour lui, cette rencontre va booster le dialogue dans le cadre de l'initiative africaine. Le commissaire à la paix et à la sécurité de l'Union africaine, Smail Chergui, pense que l'initiative africaine est arrivée à maturité et devrait connaître une mise en œuvre assez rapide « dans le cadre de la convocation

par l'Union africaine de la réunion à Khartoum, au Soudan, pour que nous puissions rapidement consolider d'abord le travail remarquable qui est fait par le président de la République et son gouvernement, et de nombreuses réalisations qu'ils ont déjà rendues possibles par leur engagement et le fait qu'ils ont cru dans cette initiative » Smail Chergui a indiqué : « Le DDR a commencé le recrute-

ment dans l'armée sur une base inclusive, ce sont autant de signaux positifs et encourageants qui nous permettent aujourd'hui de conclure que nous sommes sur la bonne voie. Je crois qu'aujourd'hui, à travers nos échanges, la présentation qui nous a été faite par le gouvernement, nous avons presque la feuille de route de ce que seront ces discussions ». Ce dernier a sollicité le soutien de tout le

monde, pour unir les efforts, afin de clore ce chapitre « douloureux » de l'histoire de la Centrafrique et entamer une nouvelle année dans la paix, la sécurité et le développement.

De son côté, le secrétaire général adjoint aux opérations de paix des Nations unies, Jean-Pierre Lacroix souhaite que 2019 soit une année où le dialogue, l'apaisement, la quiétude et la réconciliation doivent prévaloir. « Aujourd'hui, nous avons des principes, la solution ne peut être que politique », a-t-il déclaré.

La mission conjointe associant l'ONU et l'Union africaine en République centrafricaine a eu lieu après un intense ballet diplomatique dans la région et une rencontre de haut niveau sur ce pays qui s'est tenue, il y a trois mois, à New York, en marge de l'Assemblée générale. Les participants avaient alors souligné que « l'initiative africaine devait rester l'unique cadre pour le processus de paix dans le pays ».

La rencontre qui va se dérouler à Khartoum se fera sous l'égide de l'Union africaine et des Nations unies.

Yvette Reine Nzaba

Des combats éclatent à Bambari

Des affrontements ont eu lieu aux premières heures de la matinée du 10 janvier – jour de la célébration en différé de la Journée internationale de la femme rurale couplée avec la Journée mondiale de l'alimentation (JMA) – entre les éléments de l'Union pour la paix de Centrafrique (UPC) et les forces de défense et sécurité.

La situation est incertaine à Bambari. Des tirs d'armes lourdes et automatiques ont retenti le 10 janvier, première journée des festivités commémorées respectivement les 15 et 16 octobre de chaque année. Des manifestations qui n'auront pas lieu compte tenu de l'insécurité au centre du pays. Reportées plusieurs fois, la tension monte d'un cran depuis le 9 janvier et jusqu'à présent, a confié une autorité de Bambari. « La tension est vive depuis. Au moment où je vous parle, des tirs retentissent actuellement entre les groupes armés et les forces de sécurité intérieure ainsi que les Faca. Mais, pour le moment, les groupes armés sont déterminés et ils ne veulent pas la tenue de cette manifestation à Bambari et c'est vraiment une inquiétude pour le moment », a-t-il déclaré.

Certaines délégations commencent déjà à quitter Bambari à cause des combats qui ont repris dans la ville. « Certaines personnalités et même les délégations ont quitté la ville pour Bangui, parce que la situation est très critique en ce moment. Je ne sais pas si les festivités vont se tenir car, pour le moment, des crépitements d'armes continuent dans la ville. C'est difficile, est ce qu'il y aura vraiment la JMA ? On ne sait pas encore trop », s'interrogeait une autre source.

Aucun bilan n'est disponible pour le moment. Le dernier report de la JMA et de la femme rurale intervient après l'échec de la JMA prévue du 15 au 16 décembre 2018.

Josiane Mambou Loukoula

AFFAIRE LAURENT GBAGBO

La CPI se prononcera le 15 janvier sur la demande de sa libération

Le verdict sur la demande d'acquittement et de mise en liberté provisoire de l'ancien président de la Côte d'Ivoire, jugé pour des crimes contre l'humanité, sera rendu au cours d'une audience publique.

« La CPI rendra ses décisions le 15 janvier sur les demandes de mise en liberté provisoire et d'acquittement de l'ancien président, Laurent Gbagbo », a déclaré la Cour pénale internationale (CPI).

En effet, âgé de 73 ans, Laurent Gbagbo est en détention depuis sept ans à La Haye où siège cette cour. Il est le premier ancien chef d'Etat à avoir été remis à la CPI et jugé pour des crimes commis pendant la crise post-électorale de 2010-2011, qui a fait plus de trois mille morts en Côte d'Ivoire. Ce dernier est poursuivi, avec Charles Blé Goudé, ex-chef du mouvement



des Jeunes patriotes fidèles à l'ancien président, pour quatre chefs d'accusation liés aux crimes contre l'humanité, à savoir meurtres, viols, persécutions et autres actes inhumains.

Notons que tous les deux accusés ont plaidé non coupables. Après plus de deux ans de procès, leurs avocats ont demandé un non-lieu total en octobre dernier, estimant insuffisants les éléments de l'accusation pour prouver les charges.

Rock Ngassakys

PRÉSIDENTIELLE EN RDC

Liesse et violences à l'annonce des résultats

Pleurs de joie et gaz lacrymogènes: des scènes de liesse ont accueilli jeudi la proclamation de la victoire de Félix Tshisekedi à la présidentielle en République démocratique du Congo mais aussi des violences qui ont éclaté dans le camp de l'autre candidat d'opposition donné battu, Martin Fayulu.

Après plusieurs jours de retard et au terme d'une interminable attente dans la nuit de mercredi à jeudi, le président de la Commission nationale indépendante (Ceni), Corneille Nangaa, après avoir égrainé lentement les chiffres, a fini par proclamer la victoire du fils de l'opposant de

toujours, Etienne Tshisekedi, au scrutin du 30 décembre, selon des résultats provisoires.

Dès l'annonce des résultats, les partisans de «Fatshi», comme il est surnommé, ont laissé éclater leur bonheur dans les rues. Heure après heure, par milliers, des jeunes, certains portant des

t-shirts à l'effigie de leur champion, ont agité des branches d'arbre en courant dans les rues de Kinshasa.

La proclamation du vainqueur a eu lieu dans une ambiance tendue par l'enjeu : la première alternance démocratique à la tête de la RDC après dix-huit ans de règne du président Joseph Kabila et dans l'histoire du Congo moderne, indépendant depuis 1960. « On remercie le bon Dieu et on remercie le président Kabila pour sa bonne foi. Quand même ! Il a libéré le Congo, vot-

là aujourd'hui nous sommes libres », s'est réjoui un jeune homme au milieu d'une foule défilant boulevard Lumumba, dans le centre de la capitale animé par des colonnes de taxi-motos qui avançaient phares allumés dans un concert de klaxons. Au siège de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social), le parti historique d'opposition et arme de guerre du candidat, des milliers de militants ont chanté et dansé toute la nuit.

Ambiance de rues en liesse également à Lubumbashi, deuxième ville de la RDC (sud-est) ou à Goma (est) à l'annonce de la victoire de Félix Tshisekedi devant Martin Fayulu et le candidat du pouvoir, l'ex-ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadary. « Je serai le président des Congolais qui m'ont élu et de ceux qui ne m'ont pas élu », a déjà déclaré Félix Tshisekedi tandis que son rival Fayulu, lui, dénonçait un « putsch électoral ».

Des réactions à travers le pays

A Kisangani, ville du nord-est du pays où il a drainé le plus de monde pendant sa campagne électorale, pneus et étals ont brûlé dans les rues. Des pierres ont été amassées pour servir de munitions contre la police et former des barricades, a observé un cor-

respondant de l'AFP. « On nous a volé la victoire », assurait un homme d'une vingtaine d'années en montrant une effigie de Martin Fayulu. La police aurait lancé des gaz lacrymogènes et procédé à des tirs de sommation pour disperser des attroupements dans trois des cinq communes de la ville, selon des témoins.

A Kikwit, ville de l'ouest de la RDC et autre place forte de Martin Fayulu, les activités étaient paralysées ce jeudi : boutiques, marchés et écoles sont restés fermés par crainte de possibles manifestations, selon un correspondant de l'AFP.

Le monument d'Antoine Gizenga, un compagnon de l'ex-Premier ministre Patrice Lumumba assassiné en 1961 a été brûlé par des manifestants dispersés à coups de tirs de sommation par des policiers et des militaires.

A Kananga, fief du président proclamé dans le centre du pays, la police a ouvert le feu, blessant trois manifestants alors que plusieurs milliers de personnes envahissaient les rues de la ville scandant : « Tshisekedi président, on a gagné ! ». La Radio «Full contact» SSS qui a servi à la campagne du candidat du pouvoir, Ramazani Shadary, aurait été vandalisée par des inconnus selon ce média.



Les partisans de l'UPDS célèbrent, ce jeudi à Kinshasa, la victoire de leur candidat, Félix Tshisekedi (John Wessels/AFP)

La Commission européenne appelle à éviter les violences

La Commission européenne a appelé jeudi les Congolais à éviter les violences après la contestation de la victoire de l'opposant Félix Tshisekedi par son rival Martin Fayulu et l'Eglise catholique congolaise et les doutes exprimés par la France et la Belgique.

« Nous appelons tous les acteurs politiques en République démocratique du Congo à s'abstenir de tout acte de violence », a déclaré Maja Kocijancic, porte-parole de la diplomatie de l'Union européenne. « Nous prenons note des résultats provisoires et du fait qu'ils sont contestés par une partie de l'opposition », a-t-elle souligné, en insistant : « Le résultat doit être conforme au choix fait par les Congolais ».

« Il faut que les résultats annoncés soient confirmés et appuyés par les rapports établis après la compilation locale des résultats », a souligné la porte-parole de la diplomatie européenne tandis que le chef de la diplomatie française, Jean-Yves Le Drian, a jugé les résultats annoncés « pas conformes aux résultats constatés ici ou là » et a déclaré que Martin Fayulu, un autre opposant, était « a priori » vainqueur. Son homologue belge, Didier Reynders, s'est montré plus prudent. « Nous avons un certain nombre de doutes que l'on doit vérifier », a déclaré le ministre de l'ancienne puissance coloniale. « Il y a une vraie peur que la situation ne dégénère en

violences », a confié à l'AFP un responsable européen.

La Conférence épiscopale nationale du Congo (Cenco) a pour sa part affirmé jeudi que « les résultats de l'élection présidentielle tels que publiés par la Ceni (commission électorale) ne correspondent pas aux données collectées par notre mission d'observation à partir des bureaux de vote et de dépouillement ». « Nous prenons acte de la publication des résultats provisoires de l'élection présidentielle qui, pour la première fois dans l'histoire de notre pays ouvre la voie à l'alternance au sommet de l'Etat », a néanmoins estimé la Cenco.

La Cenco a déployé une mission d'observation du scrutin et avait déclaré le 4 janvier connaître le nom de celui qu'elle considère vainqueur, sans le nommer.



A Beni, dans le Nord-Kivu, où Martin Fayulu avait été acclamé par la population début décembre, le scrutin a été reporté au mois de mars en raison de la présence de groupes armés et de l'épidémie d'Ebola. Un report qui avait entraîné des heurts à la veille du scrutin (Alexis Huguet/AFP)

International. Les premières réactions

Prenant acte « des résultats provisoires de l'élection présidentielle en République démocratique du Congo, tels que proclamés par la Ceni », le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki Mahamat, « réitère ses félicitations au peuple, aux acteurs politiques, à la société civile et aux institutions compétentes de la République démocratique du Congo pour la tenue des élections dans des conditions jugées satisfaisantes par la mission d'observation électorale de l'Union africaine dirigée par le président Dioncounda Traoré ». L'ancien Premier ministre tchadien « souligne la nécessité pour tous les acteurs concernés d'agir de façon à consolider la démocratie et à préserver la paix dans le pays. Dans ce contexte, il est important que toute contestation des résultats proclamés, notamment celle portant sur leur non-conformité avec la vérité des urnes, se fasse pacifiquement, par le recours aux procédures prévues par les textes en vigueur et le dialogue politique entre toutes les parties prenantes ».

Didier Reynders, ministre belge des Affaires étrangères, a réagi, jeudi matin, sur la RTBF : « Ce que l'on attend maintenant, c'est de voir la réaction des Congolais eux-mêmes ainsi que des observateurs qui ont eu l'occasion de voir comment se déroulait le dépouillement (...). Nous avons demandé que les résultats soient publiés, la Ceni vient de faire une publication provisoire, ça montre qu'il y a une évolution dans le débat aujourd'hui et dans le pays, en tout cas à travers l'élection d'un opposant au candidat du régime, mais c'est un processus qui a été chaotique ».

La Commission européenne a « pris note des résultats provisoires » du scrutin mais aussi du « fait qu'ils sont contestés par une partie de l'opposition », selon un porte-parole de l'institution bruxelloise, ajoutant : « Nous attendons d'avoir un retour des missions d'observation sur place, notamment de certains de nos partenaires africains ».

ELECTIONS EN RDC:

Protagonistes et dénouements possibles

Commission électorale, candidats et forces politiques, Eglise catholique et société civile, forces de sécurité, diplomatie : ces protagonistes de la crise politique en République démocratique du Congo ont écrit l'élection présidentielle pour la succession du président Joseph Kabila.

La Commission électorale nationale indépendante (Céni)

dé en vain le remplacement du rapporteur Jean-Pierre Kalamba,

- Emmanuel Ramazani Shadary, 58 ans, ex-ministre de l'Intérieur sous sanction de l'Union européenne, est le candidat choisi par le président Kabila et la coalition de la majorité Front commun pour le Congo pour conserver le pouvoir, après le retrait du «chef»

signifié un retour dans le jeu politique congolais de Jean-Pierre Bemba et Moïse Katumbi, directement ou via leurs proches, une perspective difficilement admissible pour le pouvoir. Moïse Katumbi est considéré comme un traître par le président Kabila depuis qu'il est passé à l'opposition en septembre 2015, avant de partir en exil à Bruxelles. « *Katumbi me rappelle Judas, qui est parti avec beaucoup d'argent et qui s'est pendu lui-même. Il a fait son choix. A lui d'assumer* », avait prévenu avant l'élection le président Kabila dans un entretien au Monde.

- Félix Tshisekedi a fait campagne avec son «ticket» Vital Kamerhe, l'ex-président de l'Assemblée nationale annoncé futur Premier ministre en cas de victoire.

L'Eglise et la société civile

Fort de quarante mille observateurs qu'elle dit avoir déployés, l'Eglise catholique a affirmé connaître le nom du vainqueur, sans autre précision. La Conférence épiscopale a mis en garde la Commission électorale contre les risques d'un « *soulèvement* » si elle ne prononçait pas des résultats « *conformes à la vérité des urnes* ». A l'origine de trois marches anti-Kabila réprimées dans le sang début 2018, les catholiques laïcs du CLC soutiennent la Conférence épiscopale. De nombreux Congolais ont affirmé qu'ils étaient prêts à manifester si la Céni proclamait la victoire du candidat du pouvoir.

Les Forces de sécurité

« *Nos généraux sont préparés à toute éventualité, ceux de l'armée comme ceux de la police* », a prévenu un proche collaborateur du président Kabila, anticipant des contestations en cas de proclamation de la victoire du candidat au pouvoir. L'armée est loyaliste. Les quelque cent quarante mille soldats reçoivent régulièrement leur solde à la banque, affirme un porte-parole de l'état-major. « *Rien ne permet de le démentir* », estime une source diplomatique.

Les Nations unies et les pays étrangers

Les membres non permanents du Conseil de sécurité sont divisés, entre la Belgique qui exige des résultats « *même s'ils ne plaisent pas au pouvoir* » jusqu'à l'Afrique du Sud qui demande d'attendre les résultats de la Céni. En cas de résultats contestés, la France et l'Union européenne (UE) pourraient s'aligner sur l'Union africaine (UA). « *Le respect des résultats de l'élection est crucial* », a déclaré le patron de l'UA, Moussa Faki Mahamat - un message qui peut s'adresser aussi bien au pouvoir qu'à l'opposition. « *Le respect du résultat électoral est un facteur déterminant pour une paix durable* » en RDC, a dit le pape François. D'autres acteurs écriront la suite de l'histoire des élections congolaises, dont la Cour constitutionnelle en cas de recours très probables à l'annonce des résultats provisoires.



La Céni a publié, dans la nuit de mercredi à jeudi, les résultats provisoires donnant Félix Tshisekedi gagnant, avec 38,57% des suffrages exprimés devant Martin Fayulu, 34,83%, et Emmanuel Ramazani Shadary, 23,84% (Junior Kannah/AFP)

La Céni est la seule autorité habilitée par la loi à proclamer les résultats. Issu de la société civile, son président Corneille Nangaa a pour second un vice-président qui a été nommé par le parti au pouvoir, Norbert Basengezi. Le binôme se trouve à la tête d'un organe décisionnel, une Assemblée plénière de treize membres supposée refléter le pluralisme de la société congolaise.

L'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) a deman-

de ses rangs, mais qui s'est éloigné depuis du parti historique de l'opposition congolaise. En novembre 2015, plusieurs membres dont le questeur avaient démissionné. Il était issu des rangs d'un des sept partis qui venaient de passer à l'opposition en septembre 2015. « *La Céni a été reformée pour aller dans le sens du pouvoir* », dénonce l'opposition.

Les candidats et les forces politiques

contraint par la Constitution.

- Martin Fayulu est le candidat d'opposition soutenu par deux opposants qui n'ont pas pu déposer leur propre candidature, l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi, et l'ex-chef de guerre et ex-vice-président, Jean-Pierre Bemba. En cas de victoire, Martin Fayulu s'était engagé à céder à ses alliés les postes de Premier ministre, de président de l'Assemblée nationale et de président du Sénat. Ce qui aurait

Martin Fayulu, l'inattendu devenu favori des sondages

Outsider de l'opposition il y a encore deux mois, Martin Fayulu était devenu en quelques semaines le favori des sondages de l'élection présidentielle du 30 décembre. Jeudi, il a contesté les résultats provisoires qui le placent en 2e position avec 34,83% des voix.

Jusqu'au mois de novembre, l'ex-cadre dirigeant d'une multinationale du pétrole était un opposant parmi d'autres au chef de l'Etat, Joseph Kabila.

Avec son petit parti Engagement pour la Citoyenneté et le développement, Martin Fayulu apparaissait au second plan par rapport à la formation historique d'opposition Union pour la démocratie et le progrès social.

Depuis mi-2015, l'espace politique anti-président Joseph Kabila était, en outre, occupé par des opposants de très fraîche date qui venaient de quitter les cercles du pouvoir, comme l'ex-gouverneur du Katanga, Moïse Katumbi.

Enfin, le retour dans le jeu de l'ex-chef de guerre, Jean-Pierre Bemba, acquitté en juin par la Cour pénale internationale, semblait condamner à jamais Martin Fayulu

aux seconds rôles au seuil de la soixantaine. Mais l'homme est passé de l'ombre à la lumière le 11 novembre, date de la signature d'un accord entre opposants à Genève. En Suisse, il a reçu le soutien dans la course à la présidentielle de l'homme d'affaires Katumbi et de l'ex-vice-président Bemba, eux-mêmes empêchés de présenter.

Son lancement de campagne s'est fait dans l'est, dans la ville-martyre de Beni, où le vote a depuis été renvoyé à mars, puis à Kisangani où il a rassemblé une marée humaine, sans doute avec l'aide des réseaux Katumbi.

Avant de faire irruption dans la campagne, Martin Fayulu s'était fait remarquer par son courage physique lors des manifestations anti-Kabila meurtrières de septembre 2016 (blessure à la tête) et les contestations anti-Kabila d'octobre 2017 (arrestation).

Né le 21 novembre 1956 à Kinshasa qui s'appelait encore Léopoldville, Martin Fayulu a fait ses études en France et aux Etats-Unis. Il a fait fini sa carrière chez Exxon-Mobil au poste de directeur général en Ethiopie.

Emmanuel Ramazani Shadary, le dauphin déchu

Homme de confiance et héritier politique du président sortant, Emmanuel Ramazani Shadary est arrivé en 3e position du scrutin selon les résultats provisoires communiqués par la Céni.

A 58 ans, son destin politique s'est emballé le 8 août quand le chef de l'Etat a pris la décision de ne pas briguer un troisième mandat interdit par la Constitution et de désigner un «dauphin», un candidat à sa succession.

Emmanuel Ramazani Shadary a été ministre de décembre 2016 à février 2018, au plus fort de la répression des manifestations contre le maintien au pouvoir du président Kabila. A ce titre, le «dauphin» fait partie des quatorze personnalités congolaises sous sanctions de l'Union européenne pour « *sérieuses violations des droits de l'homme* », ce qui a valu à Bruxelles une demande de rappel de son représentant à Kinshasa à trois jours du scrutin.

Sans être de l'ex-Katanga, le bastion minier du pouvoir, Emmanuel Ramazani Shadary est originaire du Maniema, la même province que la mère du président, Sifa Mahanya. Avant de le désigner, Joseph Kabila avait pris soin de constituer autour de son candidat une coalition politique, le Front commun pour le Congo, qui réunit tous les poids-lourds politiques du régime. Diplômé en sciences politiques, Emmanuel Ramazani Shadary prépare une thèse

de doctorat à l'Université de Kinshasa où il enseigne, par ailleurs. Comme bien des responsables congolais, il a fait ses premiers pas au sein de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), le parti historique de l'opposition, dans la période trouble des deux guerres du Congo (1996-2003).

Président de la fédération provinciale de l'UDPS au Maniema, il a été élu vice-gouverneur de cette province par une élection à main levée dans un stade en 1997, à la chute de Mobutu renversé par Laurent-Désiré Kabila. Un an après, le père et prédécesseur de l'actuel président le nommait gouverneur du Maniema. Il a été confirmé à ce poste par Joseph Kabila en 2001.

Emmanuel Ramazani Shadary est un des fondateurs en 2002 du PPRD où il a occupé en 2005 les fonctions de secrétaire national chargé du processus électoral et de président de la Commission de discipline. Élu député en 2006, réélu en 2011 dans la circonscription de Kabambare (est), il a assumé les fonctions de président du groupe parlementaire PPRD à l'Assemblée nationale, puis coordonnateur de la majorité présidentielle à l'Assemblée nationale de 2011 à 2016.

Marié et père de huit enfants, Emmanuel Ramazani Shadary parle le swahili et le lingala, les deux langues parlées respectivement dans l'est et dans l'ouest de la RDC.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

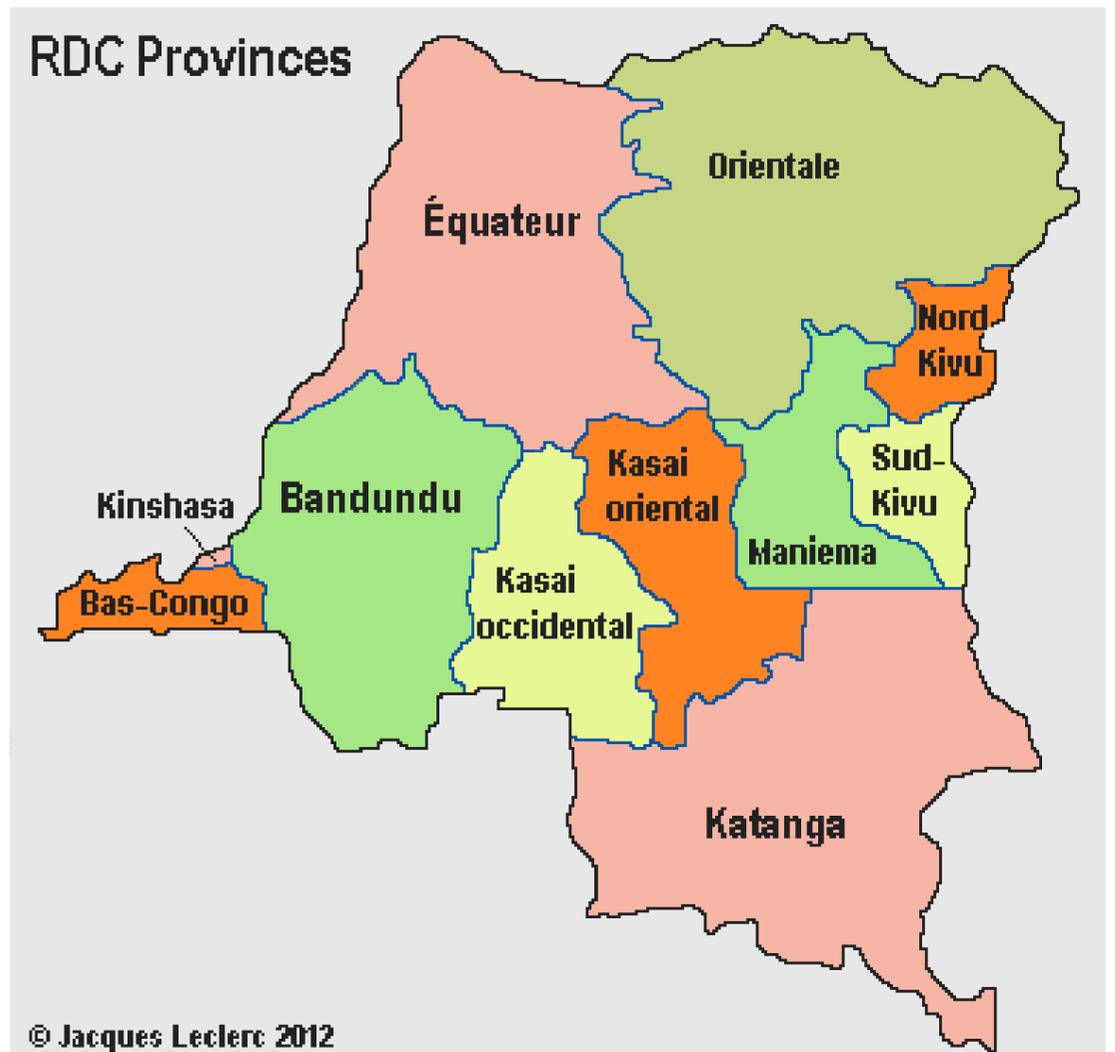
Un géant sous tension

La République démocratique du Congo (RDC) demeure un pays instable parmi les plus pauvres au monde malgré son fort potentiel minier.

Un État continent. Grand comme quatre-fois la Belgique, ancienne puissance coloniale, la RDC est l'État le plus vaste d'Afrique centrale, abritant 81,3 millions d'habitants (Banque mondiale, 2017), majoritairement catholiques. Il partage ses frontières avec neuf pays : Congo-Brazzaville, Centrafrique, Soudan du Sud, Ouganda, Rwanda, Burundi, Tanzanie, Zambie et Angola et possède une petite façade maritime de 35 km sur l'océan Atlantique.

Guerres régionales. Dès son accession à l'indépendance, en 1960, le pays doit faire face aux velléités de sécession du Katanga, région minière située au sud-est du pays en 1960 puis 1978. Le pays est également ravagé par deux guerres régionales (1996-1997 et 1998-2003). Ces conflits, entamés dans le Kivu (est) par des rébellions qui se sont élargies, ont impliqué jusqu'à sept pays africains sur le sol congolais, dont le Rwanda. Plus d'un million de Rwandais hutu s'y étaient réfugiés en 1994 après le génocide. Crise politique. En 2001, Joseph Kabila succède à son père assassiné. Il est élu président en

2006 lors des premières élections libres depuis l'indépendance, puis réélu en 2011, lors d'un scrutin marqué par des violences et des fraudes. En 2015, la perspective d'un maintien de Kabila au pouvoir au-delà de son dernier mandat déclenche de violentes manifestations avec des dizaines de morts. Fin 2016, un accord politique lui permet de rester jusqu'à des élections prévues fin 2017. Le scrutin sera repoussé à fin 2018. Crise sécuritaire et humanitaire. Malgré la présence de la plus importante mission de l'ONU, la Monusco (dix-sept mille soldats), la RDC est en proie à de nombreux conflits. Plus d'une centaine de groupes armés sont répertoriés dans le Kivu (Est), dont les rebelles ougandais musulmans de l'ADF qui sèment la terreur dans la région de Beni, où ils sont accusés d'avoir tué des centaines de civils ainsi qu'une quinzaine de Casques bleus. L'armée affronte aussi la milice congolaise Yakutumba dans le Sud-Kivu. Le Kasai (centre) a lui basculé dans la violence en septembre 2016 après la mort d'un chef coutumier tué par les forces de sécurité. Ce conflit a fait plus de trois mille morts dont deux experts de l'ONU et 1,4 million de déplacés. Des violences intercommunautaires ont lieu également en Ituri (nord-est) et dans le Tanganyika (sud-est). En mars 2018, l'ONU faisait état



© Jacques Leclerc 2012

de 7,7 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire. La RDC est également confrontée à des épidémies d'Ebola et de choléra qui ont fait plusieurs centaines de morts. Fin 2018, des affrontements interethniques entre Batende et Banunu sur le territoire de Yumbi/Bolobo, dans le Mai-Ndombé, ont provoqué la fuite de plusieurs milliers de ressortissants dans le Congo-Braz-

zaville voisin.

Richesses minières

Le pays parmi « les plus pauvres », pourrait, selon la Banque mondiale, devenir un des plus riches du continent s'il surmontait son instabilité politique, grâce à ses richesses minières. La RDC est le principal producteur de cobalt, indispensable aux téléphones portables, qui vient d'être

classé « *minerais stratégiques* ». Parmi ses autres richesses: or, cuivre, diamants, fer, nickel, manganèse, bauxite, uranium, étain, coltan... En 2017, la croissance s'est établie à 3,7% selon la Banque mondiale. Le pays est classé 176e sur 188 pour son indice de développement humain (Pnud) et 161e sur 180 pour sa corruption (Transparency international).

Les grandes dates depuis l'indépendance

Les dates-clés depuis l'indépendance de l'actuelle République démocratique du Congo, où l'opposant Félix Tshisekedi a été proclamé vainqueur de la présidentielle pour succéder à Joseph Kabila.

30 juin 1960, le Congo belge accède à l'indépendance. Le pouvoir est partagé entre Joseph Kasa-Vubu, président, et Patrice Lumumba, Premier ministre.

11 juillet 1960, le Katanga (sud-est) fait sécession, entraînée par Moïse Tschombé, avec l'appui de puissances coloniales et des États-Unis. La province minière retourne sous l'autorité du gouvernement en 1963, après l'envoi de Casques bleus en 1961.

17 janvier 1961, assassinat de Patrice Lumumba.

Le 24 novembre 1965, Joseph-Désiré Mobutu, commandant de l'armée, renverse le président Kasa-Vubu.

En 1971, il rebaptise le pays République du Zaïre et prend le nom de Mobutu Sese Seko. Il s'appuie sur son parti-État du Mouvement populaire de la révolution.

En juillet 1994, la victoire au Rwanda voisin des rebelles du FPR, à majorité tutsi, met fin au génocide. Plus d'un million de Rwandais hutu se réfugient au Zaïre.

Le 17 mai 1997, Laurent-Désiré Kabila se proclame chef de l'État, après huit mois d'une rébellion partie de l'est, soutenue notamment par le Rwanda, qui chasse le maréchal Mobutu. Il rebaptise le pays République démocratique du Congo.

En août 1998, une nouvelle rébellion éclate au Kivu (est) avant de dégénérer en conflit régional, opposant forces gouvernementales, soutenues par l'Angola, la Namibie et le Zimbabwe, à des rébellions appuyées par le Rwanda et l'Ouganda. La guerre se prolongera jusqu'en 2003.

Le 26 janvier 2001, Joseph Kabila succède à son père assassiné. Il est réélu en 2011 lors d'élections marquées par des violences et des fraudes. En mai 2012 débute dans le Kivu la rébellion du Mouvement du 23 mars, surtout composé d'ex-rebelles congolais tutsi. Cette rébellion est vaincue fin 2013.

Fin 2016, un accord politique abouti au report du scrutin présidentiel fin 2017, mais sa tenue sera repoussée à fin 2018 (et même à mars 2019 dans deux régions du pays). Plusieurs manifestations réclamant son départ sont sévèrement réprimées.

Le 8 août 2018, Joseph Kabila désigne comme dauphin pour la présidentielle, l'ex-ministre de l'Intérieur, Emmanuel Ramazani Shadary, qui affrontera une opposition divisée.

Le 5 octobre 2018, le gynécologue congolais Denis Mukwege, qui «répare» les femmes violées victimes de conflits dans le Kivu, se voit décerner le prix Nobel de la Paix.

Nuit du 9 au 10 janvier 2019, reportée à trois reprises, l'élection présidentielle se tient finalement le 30 décembre. Après un long suspense, Félix Tshisekedi est proclamé vainqueur avec 38,57% des voix, devant l'autre opposant Martin Fayulu (34,8%) qui dénonce un « *putsch électoral* ».

RÉSULTATS PROVISOIRES DE LA PRÉSIDENTIELLE

Félix Tshisekedi sur le chemin du Palais de la Nation

Le voile a finalement été levé sur les résultats de la présidentielle du 30 décembre 2018. Le verdict prononcé le 10 janvier aux petites heures par Corneille Naanga, au terme d'une plénière laborieuse de la Commission électorale nationale indépendante (Céni) qui a duré plus de cinq heures, aura crédité le candidat de la coalition Cap sur le changement (Cach) de plus de sept millions de suffrages, soit plus de 38% des voix.

L'émotion était grande dans la salle Apollinaire-Malumalu lorsque le président de la Céni a déclaré, de manière solennelle, Félix Tshisekedi vainqueur de la joute électorale après avoir égrainé le nombre des voix récoltées par chaque candidat à la présidence de la République. C'était après la lecture des résultats des législatives provinciales. Le fils Tshisekedi dépasse de près d'un million de voix son concurrent direct, Martin Fayulu, qui s'est pourtant tiré à bon compte avec plus de six millions des voix. Quant au candidat du Front commun pour le Congo, Emmanuel Ramazani Shadary, il s'est positionné à la troisième place, loin derrière les deux ténors de l'opposition avec près de quatre millions de voix, soit 23%. Le reste du peloton, constitué de ce que le commun des Congolais considère comme des menus fretins, a récolté des voix en deçà de un million, confirmant par là leur manque d'assise sociale et un déficit criant de popularité dans un scrutin au taux de participation fort réduit, soit 47%.

Au quartier général de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), l'euphorie a été totale. Elle avait même précédé, de quelques heures, l'annonce officielle des résultats. Ce qui avait surpris plus d'un. A Limete, les partisans de Félix Tshisekedi affirmaient avoir foi en leur propre centre de compilation des résultats qui, déjà, donnait

leur leader gagnant. Débordant de joie, des jeunes gens hystériques se sont rués vers la résidence de Félix Tshisekedi à grand renfort des chants en son honneur. Journalistes, officiels, ambassadeurs et autres observateurs avaient littéralement envahi les lieux alors que la Céni s'attellait aux derniers réglages avant la grande annonce. Une ambiance qui a contrasté nettement avec la timidité observée au QG de Lamuka, sur les hauteurs de la Gombe. Là-bas, l'abattement a été total comme si le sort était scellé d'avance. Un cadre de cette coalition politique, Fabrice Puela, est sorti de ses gongs pour soutenir, sans ambages, sur les ondes d'une radio locale, l'existence d'un deal qu'aurait conclu la coalition Cach avec le pouvoir kabiliste. Et d'alléguer que lui et les siens étaient au courant des pourparlers que les deux parties avaient engagés pour sacrifier sur l'autel de leurs intérêts mesquins, Martin Fayulu.

Hommage appuyé au président sortant

Les appréhensions de Lamuka s'étaient finalement avérées puisque son candidat n'était pas celui que les Congolais avaient choisi pour tenir, pendant les cinq prochaines années, les rennes du pays. Les premiers mots de l'heureux gagnant, prononcés aux alentours de 3 h du matin devant une foule des partisans,



De supporters de Tshisekedi devant le siège de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) à Kinshasa le 10 janvier 2019. Dr John WESSELS/AFP

étaient ceux de remerciements à l'égard du sacrifice consenti par les pères de la démocratie que furent les pionniers de l'UDPS qui, au plus fort du règne mobutiste, avaient pris le risque de créer un deuxième parti politique. Félix Tshisekedi a loué le courage et la détermination ayant émaillé le combat politique des fameux « treize parlementaires » qui, aujourd'hui, vient d'atteindre son dénouement avec la première alternance démocratique que la RDC s'appête à vivre. Il n'a pas manqué de rendre un hommage appuyé au président Joseph Kabila qu'il considère désormais comme un

« partenaire politique » et non comme un adversaire. Il a, par ailleurs, déclaré qu'il ne sera pas le président d'un parti politique, encore moins d'une ethnie, tout en fustigeant la propension au triomphalisme de ses frères Luba qu'il invite à la modération, à l'humilité et à la paix avec les autres tribus. Félix Tshisekedi veut donc se forger une stature de rassembleur et invite ses principaux challengers dont Martin Fayulu à se joindre à lui pour œuvrer en synergie en faveur du développement de la RDC. Dans la foulée, il a annoncé pour imminent le retour de la dépouille de son défunt

père, Etienne Tshisekedi, sous les applaudissements de l'assistance. Auparavant, son directeur de campagne, Vital Kamerhe, a indiqué que l'ascension de l'actuel leader de l'UDPS procède de la grâce divine. Il estime, en attendant la validation de son vote par la Cour constitutionnelle, que le plus dur commence car il s'agit de mettre en œuvre le grand projet de société dont Félix Tshisekedi est porteur. Aux premières heures de la matinée, le malheureux perdant, Martin Fayulu, est monté au créneau pour récuser le choix de Félix Tshisekedi le qualifiant d'un holdup électoral.

Alain Diasso

ÉLECTIONS DU 30 DÉCEMBRE 2018

Une forte pression sur l'économie

L'activité économique a tourné quasiment au ralenti au cours de la longue attente des résultats des élections présidentielle et législatives. Avec la confirmation de la publication imminente dans la soirée du 9 janvier, les stations-service et plusieurs grandes surfaces ont commencé à fermer leurs portes en fin d'après-midi.

Après une nuit très agitée, sans doute la plus agitée depuis la tenue des dernières élections du 30 décembre, la liesse populaire s'est poursuivie le 10 janvier à travers la ville de Kinshasa et dans le reste du pays. Dans les quartiers kinois de Mazal et Mbudi, par exemple, à Mont-Ngafula, les jeunes ont commencé à taper sur les casseroles dès 3 h du matin, scandant des chants très hostiles au régime sortant. Le matin, aucun magasin n'a ouvert ses portes dans le très célèbre quartier commercial Pompage, à Ngalie-ma. « Je voulais acheter un outil de travail dans une des quincailleries de la

« Je voulais acheter un outil de travail dans une des quincailleries de la place. Il est plus de 9 h, aucun magasin appartenant à des Libanais n'a ouvert ici. Ils doivent se dire que la situation peut dégénérer à tout moment après la publication des résultats dans la nuit ».

place. Il est plus de 9 h, aucun magasin appartenant à des Libanais n'a ouvert ici. Ils doivent se dire que la situation peut dégénérer à tout moment après la publication des résultats dans la nuit », expliquait Pierrot D, un technicien.

Quelques heures plus tard, certains magasins ont commencé timidement à expo-

ser leurs produits à l'extérieur. La situation devenait intenable avec le report de la publication. Il était difficile de s'approvisionner en carburant à la pompe dans

la soirée. Les véhicules assurant le transport en commun ont déserté les artères de la ville de Kinshasa. Avec le déploiement spectaculaire de l'armée et de la police, la tension était à son comble. Les longues cohortes de jeunes dans la rue n'ont pas contribué à l'apaisement des esprits. L'effervescence électorale n'était pas perceptible.

Plusieurs reportages des stations périphériques ont fait état de fermeture des magasins et espaces commerciaux dans les grandes villes comme Goma, la capitale du Nord-Kivu. Pour l'heure, aucun chiffre concret n'est encore disponible sur le manque à gagner.

L'autre problème aux conséquences lourdes sur l'économie est l'interruption des services SMS et de l'internet. On se rappelle qu'au lendemain de la mesure de suspension de ces services, plusieurs sociétés sont montées au créneau pour dénoncer les graves répercussions sur l'économie. L'absence de connexion a perturbé considérablement les activités des institutions financières.

Depuis quelques années, les réseaux sociaux occupent une place centrale dans la vie quotidienne des Congolais.

Le service s'est montré très efficace dans la circulation des informations sensibles en un temps très court. Après avoir bloqué à plusieurs reprises les réseaux sociaux pour prévenir les risques de débordement lors des mobilisations populaires, les autorités congolaises ont décidé finalement de suspendre ces deux services. Par rapport à leur importance économique, une étude de Target classe facebook en pole position, devant Whatsapp et google en RDC. Il reste ainsi l'attraction principale des Congolais sur internet. Pour de nombreux experts, il est important de permettre à tous les Congolais d'avoir un accès à internet haut débit en investissant massivement dans la fibre optique et la technologie. Mais c'est un autre débat.

Laurent Essolomwa

ENVIRONNEMENT

La BDEAC disposée à abriter le Fonds bleu pour le Bassin du Congo

L'ambition a été exprimée par le président de l'institution financière sous-régionale, Fortunato-Ofa Mbo Nchama, le 10 janvier à Brazzaville, à l'issue d'un entretien avec le ministre du Tourisme et de l'environnement, Arlette Soudan Nonault.

Décidée de se positionner pour abriter le Fonds bleu, la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC), par la voix de son président, a fait savoir l'importance que le président de la République du Congo, Denis Sassou N'Gusso, accorde aux questions climatiques.

Pour le président de la BDEAC, il est question de travailler d'emblée pour y parvenir. « Nous avons tissé des partenariats avec des organisations internationales en la matière. Au niveau interne, suivant la détermination du président Denis Sassou

N'Gusso, nous avons changé l'organigramme de la BDEAC pour créer des directions spécifiques qui ne s'occupent que des affaires de la finance climatique (finance verte). Nous avons modifié les statuts, parce que le financement de ce secteur n'était pas contenu dans les statuts de la BDEAC. Aussi, parce que dans les réformes que nous sommes en train de faire, nous avons prévu que la banque puisse intervenir dans le financement de la finance verte », a expliqué Fortunato-Ofa Mbo Nchama. S'agissant de ces réformes, elles ont été adoptées par le conseil d'administration et seront définitivement adoptées, le 16 janvier, par l'assemblée générale. C'est pour dire que la BDEAC s'est préparée mais pour avoir plus d'information, elle s'est rapprochée de la ministre du Tourisme et de l'environnement afin de lui signifier formellement sa vo-



La ministre du Tourisme et de l'environnement s'entretenant avec le président de la BDEAC

lonté d'abriter ce fonds. Pour sa part, Arlette Soudan-Nonault a déclaré que le Fonds bleu est un fonds financé. « Il nous faut aujourd'hui une banque dépositaire de

ces fonds qui vont être levés, parce que nous avons déjà pratiquement bouclé l'étude de préfiguration de la gouvernance du Fonds bleu. Le président géné-

ral de la BDEAC est venu nous voir en nous proposant d'abriter ces fonds en tant que partenaire économique », a-t-elle indiqué.

Bruno Okokana

CONGO-ONU

Le système des Nations unies veut que l'Etat accélère l'enregistrement des naissances

La représentante de l'Unicef au Congo, Micaela Marques de Sousa, a renouvelé, du 9 au 10 janvier à Brazzaville, leur engagement à accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre des stratégies d'accélération d'enregistrement de naissances à l'échelle nationale.

Le fonctionnaire onusien a réaffirmé la volonté de son institution lors des journées parlementaires de la Francophonie sur les enfants sans identité qui se sont tenues au Palais des congrès de Brazzaville. L'organisation de ces rencontres confirme la volonté et la capacité du parlement d'encourager les États et les gouvernements membres de la Francophonie de garantir l'établissement d'un état civil public, ouvert à tous sans discrimination, et d'assurer la gratuité de l'enregistrement des naissances et la délivrance d'acte d'état civil grâce à des procédures universelles, simples et accessibles à tous.

La représentante de l'Unicef au Congo a argumenté : « L'Unicef plaide pour un taux d'enregistrement de naissance en République du Congo atteignant 100% d'ici à 2030. L'enregistrement de la naissance est un droit qui confère à l'enfant un nom, une filiation, une citoyenneté et une nationalité. Un enfant non enregistré à l'état civil n'existe pas car, n'étant pas connu des services officiels du pays. L'enregistrement de naissance est un devoir de tous les parents et une obligation de l'Etat. Un enfant non enregistré est un enfant sans avenir ».

Par ailleurs, le bureau pays du haut-commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), en collaboration avec les délégués des ministères, la société civile et les partenaires impliqués dans le système de délivrance et de contrôle des actes d'état civil, a récemment élaboré une première version du plan d'action

national devant permettre au Congo d'éradiquer l'apatridie entre 2019-2024.

Le document élaboré prend en compte les orientations du plan de la Conférence internationale de la Région des Grands Lacs sur la lutte contre l'apatridie. Il définit les activités, l'échéance, les acteurs responsables et impliqués ainsi que le budget de chaque activité comme souhaité par le HCR dans sa campagne mondiale appelée « Ibelong ».

L'objectif fixé dans ce plan est de faire qu'aucun enfant ne naisse ou ne soit apatride sur le territoire congolais d'ici à 2022, d'améliorer la législation nationale sur la nationalité en supprimant toutes les dispositions discriminatoires, et de disposer des données quantitatives et qualitatives des personnes apatrides ou à risque d'apatridie d'ici à 2020 dans le pays.

Dans ce document, le HCR formule plusieurs suggestions dont l'organisation prochaine des audiences foraines ainsi que l'adoption par le Congo des conventions de 1954 et de 1961 des Nations unies relatives à la lutte contre l'apatridie.

Selon les données disponibles à l'Unicef-Congo, environ 96% des enfants de moins de 5 ans sont enregistrés à l'état civil, ce qui le classe en tête des pays de la sous-région Afrique de l'ouest et du centre qui ont le plus grand taux d'enregistrement de naissance. Cependant, ce taux cache des disparités entre les enfants bantous et les enfants autochtones. En effet, seulement 32% des enfants autochtones ont un certificat de naissance contre 96% au niveau national. L'objectif affiché par l'Unicef au niveau régional est que d'ici à 2021, plus de 30% d'enfants de moins d'un an aient leur naissance enregistrée, et cela concerne au moins dix millions d'enfants.

Fortuné Ibara

TRIATHLON

Le Congo assure la présidence de la zone 4

Le président de la Fédération congolaise, Bertrand Mbioko, a été désigné pour diriger la discipline au niveau de l'Afrique centrale. Dans son agenda, plusieurs défis à relever.



Bertrand Mbioko présidera aux destinées de la zone 4

L'un des principaux axes de son mandat à la tête de la structure chargée du triathlon dans la sous-région est de le vulgariser dans les huit pays membres de la zone 4. « Nous allons travailler main dans la main avec tous les pays pour intéresser davantage les jeunes à la pratique de cette discipline qui n'est pas assez connue et pratiquée en Afrique centrale », a fait savoir Bertrand Mbioko. L'action sera ainsi mise sur la formation des athlètes et cadres techniques.

Pour atteindre les objectifs fixés, Bertrand Mbioko compte sur l'appui de la Fédération internationale. Celle-ci, en effet, demande à la présidence de la zone 4 d'élaborer un programme de développement de la discipline. Aussi le Congo devrait-il faire son baptême de feu en organisant une compétition de triathlon réunissant les pays de la sous-région à Brazzaville. Le pays a des installations

qu'il faut pour abriter la compétition. La Fédération internationale, pour sa part, fournira des équipements sportifs pour accompagner le processus de vulgarisation du triathlon. Un don que bénéficiera le pays hôte.

Récemment au Cameroun, une rencontre a mis autour d'une table les responsables sous-régionaux de la discipline. La délégation du Congo a eu du mal à faire le déplacement alors que la tutelle avait donné son aval. La Fédération s'est arrangée à s'y présenter avec moins de dix athlètes. Ils ont pris part à une animation sportive tandis que les présidents des fédérations nationales ont eu une formation visant à leur donner des outils techniques et stratégiques afin de redynamiser la discipline au niveau de la sous-région, en dehors du séminaire de coaching.

Rominique Makaya